

CE du 02 XII 2020 : déclaration liminaire du SNES-FSU

Les coupes claires de l'été 2017 dans le budget de l'AEFE se sont traduites par plus de 500 suppressions de postes en 3 ans. Ce plan d'économie a profondément déstabilisé l'enseignement français à l'étranger puisque l'AEFE a choisi de supprimer des postes d'enseignants titulaires résidents, statut qui au passage ne peut être considéré comme un statut de nantis et qui ne sont pas assimilables à des postes d'expatriés.

Dans nos deux EGD, ce ne sont pas moins d'une trentaine de postes qui ont déjà été supprimés. Nos établissements s'en retrouvent d'ores et déjà affaiblis.

Pour répondre à la crise sanitaire que nous vivons, le plan d'aide pour le réseau d'enseignement français à l'étranger a principalement favorisé les établissements privés hors AEFE, généralement à but lucratif.

C'est donc depuis 2017 un choix idéologique clair d'affaiblir un service public d'éducation assuré par des enseignants titulaires recrutés sur concours, représenté à l'étranger par des EGD au profit d'établissements privés à but lucratif.

La volonté présidentielle de doubler le nombre d'élèves dans l'enseignement français à l'étranger, **sans aucun moyen supplémentaire**, se traduit inévitablement par le transfert de postes de titulaires de nos établissements vers des établissements privés, le plus souvent à but lucratif.

Dernièrement, le député Frédéric Petit a remis un rapport insistant sur la nécessité de réformer l'AEFE... et d'affaiblir encore davantage nos EGD.

Ne nous y trompons pas, les principales victimes de cette politique sont les élèves et leurs parents qui font confiance à nos établissements et qui, si cette politique continue d'être menée, continueront de voir la qualité de l'offre d'enseignement être remise en cause.

C'est pourquoi, après 3 années de crise budgétaire provoquée et une année d'une crise sanitaire sans précédent, nous condamnons la volonté de l'AEFE de supprimer deux nouveaux postes de l'ERT à la rentrée 2021.

Pour nous, l'État doit abonder le budget alloué aux EGD et se donner les moyens d'une politique éducative ambitieuse en restant fidèle aux valeurs du service public d'éducation.